

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/01920]

21 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités pratiques de reconnaissance et de subventionnement des éditeurs de presse écrite périodique non commerciale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 2024 relatif au soutien à la presse écrite périodique non commerciale, les articles 6 et 8 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 5 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro n^o 75/545.4 ;

Vu la décision de la section de législation du 5 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 décembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 décembre 2023 ;

Sur la proposition de la Ministre des Médias ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er} — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : le décret du 1^{er} février 2024 relatif au soutien à la presse écrite périodique non commerciale ;

2^o éditeur : l'éditeur de presse écrite périodique non commerciale tel que défini à l'article 2, 1^o du décret ;

3^o plan d'action : le plan d'action visé à l'article 3, § 2, du décret ;

4^o les Services du Gouvernement : le Service général de l'Audiovisuel et des Médias du Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE II — La procédure de reconnaissance et de déchéance des éditeurs

Art. 2. Le Gouvernement reconnaît les éditeurs pouvant émarger au régime d'aide du décret après un appel public à candidatures.

L'appel public à candidatures a lieu tous les 3 ans à partir du premier appel.

L'appel public à candidatures est publié sur le site internet des Services du Gouvernement.

Art. 3. § 1^{er}. Les demandes de reconnaissance des éditeurs sont introduites en réponse à l'appel public visé à l'article 2 et doivent être transmises aux Services du Gouvernement conformément aux modalités fixées par l'appel public.

§ 2. L'appel public comprend au minimum :

1^o les conditions à remplir pour être considéré comme un éditeur éligible au sens de l'article 2, 1^o, du décret ;

2^o les conditions de recevabilité des éditeurs telles que visées à l'article 3, § 1^{er}, du décret ;

3^o les modalités et délai de dépôt des candidatures ;

4^o les documents à transmettre, en ce compris le plan d'action, les contrats de travail des journalistes professionnels ou des journalistes stagiaires et les grilles de rémunération et de tarifs pratiqués ;

5^o les modalités d'examen des dossiers lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants par rapport au nombre de candidatures ;

6^o les modalités de justification des subventions ;

7^o le modèle de rapport d'activité.

Art. 4. § 1^{er}. La recevabilité des candidatures est examinée par les Services du Gouvernement. Les dossiers qui restent incomplets quatorze jours après un signalement par les Services du Gouvernement ou qui ne répondent pas aux conditions définies dans l'appel à projets sont déclarés irrecevables par les Services du Gouvernement.

Les Services du Gouvernement transmettent au Gouvernement pour reconnaissance les dossiers recevables et font rapport sur les demandes irrecevables.

Le Gouvernement reconnaît les éditeurs dont les dossiers sont recevables.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1, lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants par rapport au nombre de candidatures, la reconnaissance est accordée aux éditeurs classés en ordre utile par le Gouvernement sur avis d'un jury externe composé de minimum 3 personnes et maximum 5 personnes. Le jury effectue une analyse comparative des dossiers selon les critères visés à l'article 5 du décret. Les Services du Gouvernement préciseront dans l'appel public visé à l'article 3, § 2, la composition du jury, qui est soumis à l'approbation du gouvernement.

Ce jury est composé en portant une attention particulière à l'égalité entre les femmes et les hommes. Ses membres sont choisis pour leur expertise dans les matières suivantes :

1^o les médias ;

2^o l'éducation aux médias ;

3^o les mesures visant à favoriser l'égalité et la diversité dans le secteur des médias ;

4^o la transition écologique des entreprises ;

5^o les sciences politiques.

§ 3. L'éditeur est reconnu pour une durée de trois ans.

§ 4. La reconnaissance d'un éditeur est renouvelable dans le respect de la procédure des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 5. § 1^{er}. L'éditeur est tenu tout au long de sa reconnaissance de respecter les conditions de l'article 3, § 1^{er}, du décret.

Il transmet chaque année au plus tard le 30 juin un bref récapitulatif des données permettant d'attester du respect des conditions selon le modèle arrêté par les Services du Gouvernement et approuvé par le Ministre ayant les Médias dans ses attributions.

§ 2. Au plus tard 4 mois avant l'échéance de sa reconnaissance, il remet un rapport d'activité visé à l'article 4 du décret attestant du respect des conditions de reconnaissance et de la réalisation des mesures concrétisant le plan d'action.

§ 3. A défaut de remplir les conditions des articles 2, 1^o, et 3, § 1^{er}, du décret, l'éditeur est déchu de sa reconnaissance avec effet rétroactif.

La déchéance rétroactive implique le remboursement de tous les montants perçus en vertu de l'article 6 du présent arrêté à compter de l'année où les conditions ne sont plus remplies.

Si le non-respect des conditions est constaté au cours des deux dernières années de la reconnaissance, l'éditeur ne peut pas solliciter une nouvelle reconnaissance.

§ 4. L'éditeur qui n'a pas accompli toutes les mesures qu'il a présentées dans son plan d'action visé à l'article 3, § 2, pourra être déchu de sa reconnaissance avec effet rétroactif. A défaut d'avoir réalisé certaines mesures de son plan d'action, l'éditeur doit présenter dans son rapport d'activité, les motifs de leur non-réalisation. La déchéance sera effective si la motivation de l'éditeur ne démontre pas à suffisance qu'il a agi en personne prudente et raisonnable pour tenter de réaliser la mesure.

La déchéance rétroactive en cas de défaut de mesure inscrite dans le plan d'action de l'éditeur implique le remboursement de tous les montants perçus à compter de l'année où les mesures annoncées n'ont pas été prises.

Elle est prononcée par le Gouvernement sur base d'une analyse des Services du gouvernement.

CHAPITRE III — *Le subventionnement des éditeurs reconnus*

Art. 6. § 1^{er}. L'éditeur reconnu bénéficie d'une subvention annuelle pour un seul titre de presse.

§ 2. La subvention de fonctionnement visée à l'article 9, § 2, 1^o, du décret est attribuée à chacun des éditeurs reconnus.

La subvention en soutien au journalisme professionnel visée à l'article 9, § 2, 2^o, et § 4, du décret est attribuée de la manière suivante :

- chaque éditeur reconnu qui rémunère des journalistes professionnels ou des journalistes stagiaires durant toute l'année précédente à l'année concernée par la subvention bénéficie du forfait visé à l'article 8, § 2, 2^o, du décret ;

- le solde du crédit budgétaire est réparti entre les éditeurs au prorata du nombre d'équivalent temps plein sous contrat en tant que journalistes professionnels ou journalistes stagiaires et du niveau de rémunération moyenne perçue durant l'année précédente.

§ 3. Cette subvention sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche représentant 85 % de la subvention est liquidée après le dépôt au plus tard le 31 janvier de l'année de subvention d'informations quant au nombre d'équivalent temps plein de journalistes professionnels et journalistes stagiaires engagés l'année précédente et leurs contrats d'emploi ;

- le solde est liquidé après le dépôt au plus tard le 30 juin de l'année suivant le subventionnement de l'attestation sur l'honneur visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, de la liste des dépenses au sens de l'article 9, § 6 du décret.

CHAPITRE IV — *Dispositions finales*

Art. 7. A défaut de reconduction du régime d'aide en application de l'article 7 du décret, les reconnaissances en vertu du présent arrêté deviennent caduques à l'échéance du régime d'aide.

Art. 8. Le Ministre qui a les médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté
Bruxelles, le 21 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations Internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001920]

21 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de praktische nadere regels voor de erkenning en de subsidiëring van uitgevers van niet-commerciële periodieke geschreven pers

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 2024 betreffende de steun aan de niet-commerciële periodieke geschreven pers, de artikelen 6 en 8 ;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 5 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75/545,4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 5 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 2023;
Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 december 2023;
Op de voordracht van de Minister van Media;
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 1 februari 2024 betreffende de steun aan de niet-commerciële periodieke geschreven pers;

2° uitgever: de uitgever van de niet-commerciële periodieke geschreven pers, zoals bepaald in artikel 2, 1° van het decreet;

3° Actieplan: het actieplan bedoeld in artikel 3, § 2 van het decreet;

4° de diensten van de regering : de Algemene Dienst Audiovisuele Sector en Media van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II — *Procedure voor de erkenning en afzetting van uitgevers*

Art. 2. De regering erkent uitgevers die in aanmerking komen voor steun in het kader van het decreet na een openbare oproep tot kandidaten.

De openbare oproep tot kandidaten vindt vanaf de eerste oproep om de 3 jaar plaats.

De openbare oproep tot kandidaten wordt op de website van de diensten van de regering bekendgemaakt.

Art. 3. § 1. De erkenningsaanvragen van de uitgevers worden ingediend naar aanleiding van de openbare oproep bedoeld in artikel 2 en moeten naar de diensten van de regering worden gestuurd overeenkomstig de nadere regels bepaald in de openbare oproep.

§ 2. De openbare oproep bevat ten minste :

1° de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om te worden beschouwd als in aanmerking komende uitgever in de zin van artikel 2, 1°, van het decreet ;

2° de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de uitgevers zoals bedoeld in artikel 3, § 1 van het decreet;

3° de nadere regels en de deadline voor het indienen van kandidaturen;

4° de documenten die moeten worden doorgestuurd, met inbegrip van het actieplan, de arbeidsovereenkomsten van beroepsjournalisten of stagiaire journalisten en de toegepaste bezoldigingen en tarieven;

5° de nadere regels voor de behandeling van dossiers wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn in verhouding tot het aantal kandidaturen;

6° de nadere regels voor de rechtvaardiging van subsidies;

7° het model van activiteitenverslag.

Art. 4. § 1. De ontvankelijkheid van de kandidaturen wordt door de diensten van de regering onderzocht. Dossiers die veertien dagen na kennisgeving door de diensten van de regering onvolledig blijven of die niet voldoen aan de voorwaarden bepaald in de oproep tot projecten, worden door diensten van de regering niet-ontvankelijk verklaard.

De diensten van de regering sturen de ontvankelijke dossiers door naar de regering voor erkenning en rapporteren over niet-ontvankelijke aanvragen.

De regering erkent uitgevers van wie de dossiers ontvankelijk zijn.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt, wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn in verhouding tot het aantal kandidaturen, de erkenning toegekend aan uitgevers die door de regering in nuttige volgorde worden gerangschikt op advies van een externe examencommissie bestaande uit minimaal 3 en maximaal 5 personen. De examencommissie voert een vergelijkende analyse uit van de dossiers volgens de criteria bedoeld in artikel 5 van het decreet. De diensten van de regering zullen in de openbare oproep bedoeld in artikel 3, § 2 de samenstelling van de examencommissie verduidelijken, die ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd.

De examencommissie is samengesteld met bijzondere aandacht voor gelijkheid tussen vrouwen en mannen. Haar leden worden gekozen voor hun expertise op de volgende gebieden :

1° de media ;

2° de media-opvoeding;

3° de maatregelen om gelijkheid en diversiteit in de mediasector te bevorderen;

4° de ecologische overgang van bedrijven;

5° politieke wetenschappen.

§ 3. De uitgeverij wordt erkend voor een periode van drie jaar.

§ 4. De erkenning van een uitgever kan worden verlengd met inachtneming van de procedure van de artikelen 2 en 3 van dit besluit.

Art. 5. § 1. Gedurende zijn erkenning moet de uitgever voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, § 1, van het decreet.

Elk jaar stuurt hij uiterlijk op 30 juni een beknopte samenvatting van de gegevens die zijn gebruikt om aan te tonen dat aan de voorwaarden is voldaan, volgens het model bepaald door de diensten van de regering en goedgekeurd door de Minister van Media.

§ 2. Uiterlijk 4 maanden voor het verstrijken van de erkenning dient hij een activiteitenverslag in, zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet, waarin hij verklaart dat aan de voorwaarden voor erkenning is voldaan en dat de maatregelen ter uitvoering van het actieplan zijn uitgevoerd.

§ 3. Als de voorwaarden van de artikelen 2, 1° en 3, § 1 van het decreet niet zijn vervuld, wordt de erkenning van de uitgever met terugwerkende kracht ingetrokken.

Het afzetten met terugwerkende kracht houdt de terugbetaling in van alle bedragen die zijn ontvangen krachtens artikel 6 van dit besluit vanaf het jaar waarin niet langer aan de voorwaarden wordt voldaan.

Als tijdens de laatste twee jaar van erkenning wordt vastgesteld dat niet aan de voorwaarden wordt voldaan, mag de uitgever geen nieuwe erkenning aanvragen.

§ 4. Van een uitgever die niet alle maatregelen uit zijn actieplan bedoeld in artikel 3, § 2 heeft voltooid, kan de erkenning met terugwerkende kracht worden ingetrokken. Als een uitgever één van de maatregelen in zijn actieplan niet uitgevoerd heeft, moet hij in zijn activiteitenverslag de redenen daarvoor uitleggen. Het afzetten zal effectief zijn als uit de motivatie van de uitgever niet voldoende blijkt dat hij als een voorzichtig en redelijk persoon heeft gehandeld bij zijn poging om de maatregel te bereiken.

Het afzetten met terugwerkende kracht bij het niet-nemen van de maatregelen uit het actieplan van de uitgever betekent dat alle ontvangen bedragen uit het jaar waarin de aangekondigde maatregelen niet zijn genomen, worden terugbetaald.

Het wordt uitgesproken door de regering op basis van een analyse van de diensten van de regering.

HOOFDSTUK III — *Subsidiëring van erkende uitgevers*

Art. 6. § 1. De erkende uitgever ontvangt een jaarlijkse subsidie voor een enkele perstittel.

§ 2. De werkingssubsidie bedoeld in artikel 9, § 2, 1° van het decreet wordt toegekend aan elk van de erkende uitgevers.

De subsidie ter ondersteuning van de beroepsjournalistiek bedoeld in artikel 9, § 2, 2° en § 4 van het decreet wordt als volgt toegekend :

- elke erkende uitgever die beroepsjournalisten of stagiaire journalisten betaalt tijdens het jaar voorafgaand aan het jaar waarop de subsidie betrekking heeft, geniet van de forfaitaire som bedoeld in artikel 8, § 2, 2°, van het decreet;
- het saldo van de begrotingskredieten wordt verdeeld onder de uitgevers in verhouding tot het aantal voltijdse equivalenten van journalisten met een contract als beroepsjournalist of stagiaire journalist en het niveau van de gemiddelde bezoldiging ontvangen tijdens het voorafgaande jaar.

§ 3. De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald:

- een eerste schijf van 85% van de subsidie wordt uitbetaald nadat uiterlijk op 31 januari van het subsidiejaar informatie is ingediend over het aantal voltijdsequivalent beroepsjournalisten en stagiaire journalisten die in het voorgaande jaar aangeworven zijn en hun arbeidsovereenkomsten;
- het saldo wordt uitbetaald na indiening uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op de subsidiëring van de verklaring op eer bedoeld in artikel 5, § 1, tweede lid, van de uitgavenstaat in de zin van artikel 9, § 6, van het decreet.

HOOFDSTUK IV — *Slotbepalingen*

Art. 7. Indien de steunregeling niet wordt verlengd met toepassing van artikel 7 van het decreet, vervallen de erkenningen krachtens dit besluit wanneer de steunregeling afloopt.

Art. 8. De Minister van Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/001950]

21 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de la contribution des éditeurs des services télévisuels et des distributeurs de services télévisuels à la production audiovisuelle

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, les articles 6.1.1-1, § 3, alinéa 2, et 6.1.2-1, § 3, alinéa 2, remplacé par le décret du 7 décembre 2023 modifiant le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos ;

Vu le décret du 7 décembre 2023 modifiant le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, article 90, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 octobre 2008 fixant les modalités de la contribution des éditeurs de services de radiodiffusion télévisuelle à la production d'œuvres audiovisuelles sous forme de coproduction ou de pré-achat et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 octobre 2008 fixant les modalités de la contribution des distributeurs de services de radiodiffusion télévisuelle à la production d'œuvres audiovisuelles sous forme de coproduction ou de pré-achat ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 novembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2023 ;